



Chaire en fiscalité et en finances publiques

Bulletin de veille

13 décembre 2016

QUÉBEC/CANADA

BUREAU DU VÉRIFICATEUR GÉNÉRAL DU CANADA

M. Ferguson, « [Rapport du Vérificateur Général du Canada : Rapport 2 – Les oppositions en matière d'impôt sur le revenu](#) », 1^{er} décembre 2016, 19 p.

L'Agence du revenu du Canada a tranché 65 % des oppositions, en tout ou en partie, en faveur des contribuables

Passons maintenant à notre audit des oppositions liées à l'impôt sur le revenu. La Loi de l'impôt sur le revenu est complexe, et les contribuables ne sont pas toujours d'accord avec l'interprétation qu'en fait l'Agence du revenu du Canada.

Notre audit a révélé que l'Agence prenait trop longtemps pour décider si les oppositions des contribuables étaient valables. Par exemple, l'Agence a mis plus de cinq ans pour régler 79 000 cas d'une valeur de près de quatre milliards de dollars.

Nous avons constaté que l'Agence se donne environ cinq mois pour décider des dossiers simples. Pour les dossiers moyennement complexes, elle informe les contribuables qu'ils peuvent s'attendre à un délai qui peut aller jusqu'à un an avant même qu'un agent des appels ne communique avec eux.

Les objectifs de rendement de l'Agence ne tenaient pas compte des temps d'attente du point de vue du contribuable. Par exemple, l'Agence ne comptait pas les jours pendant lesquels un dossier était en suspens, en attendant qu'il soit confié à un agent des appels.

Nous avons constaté que l'Agence avait tranché 65 pour 100 des oppositions, entièrement ou en partie, en faveur du contribuable. Il était rare qu'elle se serve de ces résultats pour améliorer ses décisions futures.

CENTRE CANADIEN DE POLITIQUES ALTERNATIVES (CCPA)

D. Macdonald, « [Out of the Shadows: Shining a light on Canada's unequal distribution of federal tax expenditures](#) », Décembre 2016, 58 p.

Les dépenses fiscales du Canada en matière d'impôt des particuliers favorisent les mieux nantis

This study finds that Canada's personal income tax expenditures disproportionately benefit the rich and cost the federal treasury nearly as much as it collects in personal income tax. The study examines the income distribution of benefit for the 64 personal income tax expenditures for which there is available data. Out of the 64 tax expenditures, 59 of them provide more benefit to the top 50% of income earners than the bottom half, with

the largest share going to the richest 10%. The cost of those 59 expenditures totalled \$100.5 billion in 2011 alone.

The report also makes several recommendations to reform the system and promote greater equality, including: the closure, capping, or phasing out of the most regressive tax expenditures; having Finance Canada publish the distribution of tax expenditures in its annual review; and the inclusion of tax expenditures as costs in federal financial reporting.

CENTRE CANADIEN DE POLITIQUES ALTERNATIVES (CCPA)

S. Enoch, « [The Futility of Austerity : Lessons for Saskatchewan](#) », Décembre 2016, 7 p.

Quelques réflexions pour la Saskatchewan avant de se lancer dans la voie de l'austérité

It is now abundantly clear - if it wasn't already - that the Saskatchewan government's "transformational change" agenda is in reality a not-so-subtle euphemism for province-wide austerity in response to the current economic downturn. Recently announced spending cuts in health (\$63.9 million), education (\$8.7 million) and social services (\$9.2 million), coupled with the programming and funding cuts from the previous budget is clear evidence that the government's plan for the economy is to "cut its way to growth."

The problem with this plan is that it is exactly the worst possible course of action to take while the province is still mired in economic stagnation

CHAIRE EN FISCALITÉ ET EN FINANCES PUBLIQUES (CFFP)

L. Godbout et S. St-Cerny, « [Le point sur le soutien minimal de l'État: que reçoivent les ménages québécois?](#) », Décembre 2016, 69 p.

Si une mesure devait être bonifiée ou mise en place pour améliorer le soutien

minimal de l'État, elle devrait en priorité viser les ménages sans enfants

Au cours de la dernière année, l'idée d'instaurer un revenu minimum garanti a refait surface avec une plus grande acuité au Québec et plus récemment, le débat entourant le rehaussement du salaire minimum a également fait couler beaucoup d'encre. Les cahiers de recherche viennent alimenter les réflexions.

En amont des débats sur le revenu minimum garanti et le salaire minimum, Luc Godbout et Suzie St-Cerny déterminent le soutien minimal qu'offrent les gouvernements fédéral et du Québec pour différents types de ménages en 2016 ainsi que son évolution par rapport à ce qui prévalait au début des années 2000. Ce soutien est d'abord mesuré pour des ménages qui n'ont aucun revenu de travail, puis pour des ménages qui travaillent au salaire minimum. Enfin, le revenu disponible obtenu dans chaque cas est comparé à un seuil de pauvreté, la mesure du panier consommation.

Dans la seconde étude, les mêmes auteurs font une comparaison interprovinciale du salaire minimum et montrent ce qu'il reste dans la poche des ménages lorsqu'un ou deux de ses membres participent au marché du travail au salaire minimum. Ce revenu disponible est ensuite, encore une fois, mis en lien avec la mesure du panier de consommation. Ce ratio permet de mesurer dans quelle mesure ces ménages arrivent à s'éloigner de la pauvreté dans chacune des provinces et, permet de faire ressortir la performance du Québec. En intégrant les interactions avec l'intervention gouvernementale via la fiscalité et les prestations, il s'agit, à leur avis, d'une comparaison interprovinciale plus adéquate que la simple comparaison du taux horaire du salaire minimum.

CHAIRE EN FISCALITÉ ET EN FINANCES PUBLIQUES (CFFP)

L. Godbout et S. St-Cerny, « [Que reste-t-il aux ménages lorsqu'ils travaillent au salaire minimum?](#) », Décembre 2016, 22 p.

Le contribuable québécois se compare avantageusement à celui des autres provinces canadiennes pour le panier de

consommation qu'il peut s'offrir au salaire minimum

Au cours de la dernière année, l'idée d'instaurer un revenu minimum garanti a refait surface avec une plus grande acuité au Québec et plus récemment, le débat entourant le rehaussement du salaire minimum a également fait couler beaucoup d'encre. Les cahiers de recherche viennent alimenter les réflexions.

Les auteurs, Luc Godbout et Suzie St-Cerny, font une comparaison interprovinciale du salaire minimum et montrent ce qu'il reste dans la poche des ménages lorsqu'un ou deux de ses membres participent au marché du travail au salaire minimum. Ce revenu disponible est ensuite mis en lien avec la mesure du panier de consommation. Ce ratio permet de mesurer dans quelle mesure ces ménages arrivent à s'éloigner de la pauvreté dans chacune des provinces et, permet de faire ressortir la performance du Québec. En intégrant les interactions avec l'intervention gouvernementale via la fiscalité et les prestations, il s'agit, à leur avis, d'une comparaison interprovinciale plus adéquate que la simple comparaison du taux horaire du salaire minimum.

INSTITUT DE RECHERCHE ET D'INFORMATIONS SOCIOÉCONOMIQUES (IRIS)

V. Labrie, « [La hauteur de la barre à l'aide sociale](#) », 8 décembre 2016, 44 p.

Un rééquilibrage de la sécurité du revenu ne peut pas faire l'économie du critère de ce qu'il en coûte pour vivre

Sans prétendre reconstituer toute l'histoire du plancher de revenu assuré dans les protections sociales depuis la Loi sur l'aide sociale de 1969, l'intention de ce document de réflexion est de réunir un certain nombre de jalons significatifs, certains plus connus, d'autres moins. Selon les cas, ces jalons relèvent de l'histoire gouvernementale, parlementaire ou citoyenne de la question. Ils seront présentés dans leur ordre chronologique, avec des extraits de documents clés pouvant équiper ensuite les argumentaires. La dernière partie du présent texte montrera comment les faits ainsi décrits s'imbriquent en 2016 dans un ensemble conceptuel cohérent, apte à outiller, en théorie comme

en pratique, les pas à accomplir en matière de garantie de revenu pour tendre vers un Québec sans pauvreté.

INSTITUT ÉCONOMIQUE DE MONTRÉAL (IÉDM)

M. Bédard et A. Moreau, « [Le salaire minimum à 15\\$ accélérerait-il l'exode rural?](#) », 8 décembre 2016, 4 p.

Des instruments qui ne comportent les effets négatifs d'une hausse du salaire minimum permettent d'atteindre les mêmes objectifs

Plusieurs analystes qui sont intervenus dans ce débat ont souligné qu'un nombre important d'emplois seraient menacés si le salaire minimum horaire passait rapidement de 10,75 \$ actuellement à 15 \$. En effet, le travail d'un employé crée une valeur additionnelle pour son employeur, mais si cette valeur est inférieure à son salaire, il n'est pas avantageux pour l'entreprise de l'embaucher.

Des emplois sont donc détruits lorsque le salaire minimum augmente trop. Certains économistes avancent un chiffre de 160 000 pertes d'emplois à long terme au Québec si ce changement avait lieu en 2016, ou 80 000 si ce devait être en 2022, alors que pour d'autres ce sont plutôt 20 000 emplois qui auraient été perdus si ce changement avait été fait en 2015.

Qu'on adopte une estimation ou l'autre, l'effet de cette politique sur les régions peut être révélateur de l'étendue de son impact négatif. Les emplois à risque représentent en effet une part démesurée de l'emploi en région et une telle mesure pourrait bien accélérer l'exode rural.



ÉTATS-UNIS

INSTITUTE ON TAXATION AND ECONOMIC POLICY

Itep, « [State Tax Preferences for Elderly Taxpayers](#) », 28 novembre 2016, 8 p.

L'aide pour les aînés est injuste, mal ciblée et insoutenable dans certains États américains

State governments provide a wide array of tax breaks for their elderly residents. Almost every state that levies an income tax allows some form of income tax exemption or credit for citizens over age 65 that is unavailable to non-elderly taxpayers. Most states also provide special property tax breaks to the elderly. Unfortunately, too many of these breaks are poorly-targeted, unsustainable, and unfair. This policy brief surveys federal and state approaches to reducing taxes for older adults and suggests options for designing less costly and better targeted tax breaks.

INSTITUTE ON TAXATION AND ECONOMIC POLICY

Itep, « [Comprehensive Guide to "Repatriation" Proposals](#) », 28 novembre 2016, 8 p.

Plusieurs propositions seront évaluées afin de contrer l'évitement fiscal des multinationales vers les paradis fiscaux

The U.S. tax code allows multinational corporations to indefinitely defer taxes on their foreign subsidiaries' earnings as long as those profits remain officially abroad. But once corporations repatriate these funds (transfer subsidiary profits to their U.S. parent company), they are subject to federal taxes. This provision has created a gaping loophole that incentivizes corporations to "permanently reinvest" funds in low-tax jurisdictions to indefinitely defer paying U.S. taxes. It has led to accounting tricks through which corporations claim wildly inflated earnings in tax haven countries (such as the Netherlands, Luxembourg, Ber-

muda, and the Cayman Islands), in some instances reporting profits that far outstrip small tax haven nations' entire GDP.

Corporations falsely claim that they have to engage in offshore tax avoidance maneuvers because the U.S. corporate tax rate is too high, an argument which has unfortunately found an audience in lawmakers on both sides of the aisle. In 2017, Congress likely will evaluate a number of approaches to taxing the trillions of dollars corporations currently hold offshore. This report explains and evaluates these proposals, including a so-called repatriation holiday and deemed repatriation. Further, it explains why ending deferral of taxes on U.S. multinational corporations' foreign earnings could halt the widespread corporate practice of funneling money to subsidiaries for the express purpose of avoiding taxes.

JOINT COMMITTEE ON TAXATION

J. Holtzblatt et J. McGuire, « [Factors Affecting Revenue Estimates of Tax Compliance Proposals](#) », Novembre 2016, 27 p.

L'écart entre les prévisions et les recettes fiscales provient en bonne partie de la sous-évaluation des revenus aux fins de l'impôt sur le revenu

This paper examines various factors that affect estimates made by the Congressional Budget Office and the staff of the Joint Committee on Taxation of the budgetary savings from tax compliance proposals. Affecting the current law baseline, against which proposed changes are measured, are the size of the tax gap and the amount of Internal Revenue Service (IRS) resources. Other considerations that affect the revenue estimates for either appropriation proposals or changes to the tax code include the distinction between detection and deterrence, the budget scorekeeping guidelines, and the constraints faced by the IRS when trying to obtain a higher return on investment from new initiatives than from the activities allowed under current law. In addition to those common considerations, there are factors unique to proposals to increase funding and to those that would expand the IRS's enforcement tools allowed under the tax code. Those unique factors are illustrated by two examples—first, the Administration's proposal to increase funding for IRS enforcement actions that

was included in its fiscal year 2016 budget submission and second, legislation enacted in 2016 to reduce identity fraud in the tax system.

URBAN INSTITUTE

J. Nunns, E. Maag et H. Nguyen, « [An Option to Reform the Income Tax Treatment of Families and Work](#) », 5 décembre 2016, 73 p.

10 propositions pour réformer la fiscalité des familles et du travail

The income tax provisions related to families and work—filing status, rate schedules, the standard deduction, personal exemptions, the child and earned income tax credits, and the taxation of dependents—are complex, too small to encourage work for many low earners, and unfair to some families. We describe and analyze a comprehensive option that addresses these issues while minimizing the number of “losers” and reducing average tax burdens in all but the highest income quintile, at a cost of about \$100 billion per year. We present alternatives to illustrate different policy tradeoffs that could be made in reforming these provisions.

TAX POLICY CENTER

C.E. Steuerle, C. Quakenbush, « [How Budget Offices Should Reframe Our Long-Term Budget Problems](#) », 1er décembre 2016, 21 p.

La pertinence de toutes les dépenses fiscales devraient être analysées, pas uniquement celles qui viennent d'être mises en oeuvre

Bad framing of fiscal policy contributes to a poor allocation of money collected and spent. Almost all real growth in government goes automatically to health, retirement and tax subsidies, while spending on children, the work force, and infrastructure are scheduled for decline as a share of national income. Reframing budget information to show all changes in spending and taxes occurring over

time, in inflation-adjusted terms, can improve policymakers' understanding of budget choices at strategic moments in the budget process.



INTERNATIONAL

ORGANISATION DE COOPÉRATION ET DE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUES (OCDE)

OCDE, « [Consumption Tax Trends 2016](#) », 30 novembre 2016, 194 p.

Les taxes à la consommation continuent d'accroître leur part de la structure fiscale

This chapter describes the relative importance of consumption taxes as a source of tax revenues and the main features of these taxes. It shows the evolution of consumption tax revenues between 1965 and 2014. It describes the functioning of value added taxes (VAT) and of retail sales taxes (in the United States) and the main characteristics of consumption taxes on specific goods and services. It looks in some more detail at the application of VAT to international trade, more particularly at the challenges of applying VAT to cross-border trade and at the International VAT/GST Guidelines that the OECD has developed as the global standard to address these challenges. Finally, it considers the recent developments concerning VAT fraud and evasion and outlines some of the countermeasures that have been implemented in some countries or that may be implemented in the future.

ORGANISATION DE COOPÉRATION ET DE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUES (OCDE)

OCDE, « [Statistiques des recettes publiques 2016](#) », 30 novembre 2016, 380 p.

Les impôts sur le revenu de travail et sur la consommation représentent une part croissante des recettes fiscales des pays de l'OCDE

Les recettes fiscales dans les pays de l'OCDE, mesurées en pourcentage du PIB, ont de nouveau augmenté en 2015 pour atteindre 34.3 % en moyenne, niveau sans précédent. Cette augmentation est dans la continuité de l'évolution de la pression fiscale dans la période qui a suivi la crise financière. Avant la crise, les recettes fiscales étaient passées de 33.1 % du PIB en 2004 à un niveau record de 33.8 % en 2007, avant de retomber à un point bas de 32.4 % en 2009. [...]

Entre 2014 et 2015, le ratio moyen des recettes fiscales rapportées au PIB dans la zone OCDE a progressé de 34.2 % à 34.3 %, malgré une forte baisse de ce ratio dans deux pays. [...]

La structure fiscale change progressivement après la crise financière mondiale. Les recettes provenant des impôts sur le revenu ont augmenté depuis 2010 (le point bas après la crise) pour s'établir à 11.6 % du PIB, mais n'ont pas renoué avec leur point haut de 12.2 % du GDP en 2007, avant la crise. [...]

Équipe de rédaction

Recherche et sélection des articles :
Fanny Panneton, Francis Brault, Francis Landry, Josué Bosiakali et Karman Kong

Coordination, édition et révision :
Tommy Gagné-Dubé

<http://cftp.recherche.usherbrooke.ca/>

**Pour vous abonner gratuitement
au Bulletin de veille et aux
publications de la Chaire :**
cftp.eg@USherbrooke.ca